



Eliot L. Engel, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, a rédigé une lettre à l'ONU sur la « crise déplorable » dans les régions anglophones du Cameroun.

Avec plus de 3000 morts, 800 000 déplacés internes et 35 000 autres demandeurs d'asile au Nigéria, le membre de la Chambre des représentants note que la paix dans les régions agitées est de la plus haute importance.

Déclarant qu'environ 4,3 millions de personnes ont actuellement besoin d'une aide humanitaire, la commission soutient qu'est difficile d'y accéder car **« le gouvernement du Cameroun refuse de donner accès aux organisations internationales des droits de l'homme cherchant à identifier les auteurs des crimes d'atrocité »**.

Exhortant l'ONU à adopter une résolution appelant à mettre fin à la violence et à établir une mission indépendante d'établissement des faits, Eliot Engel a déclaré: **« une telle mission pourrait aider à déterminer les faits et les circonstances des violations internationales flagrantes des droits de l'homme commises par l'armée du pays, les forces de sécurité et les séparatistes armés et, espérons-le, mettre fin à l'impunité générale avec laquelle ces équipages et ces atrocités sont commis »**.

La paix, a-t-il ajouté, servira non seulement l'intérêt des droits des minorités au Cameroun, mais renforcera la stabilité dans le pays et la sous-région dans son ensemble, ainsi que l'intérêt des États-Unis dans les relations bilatérales et multilatérales avec les pays africains.

Quelques jours plus tôt, 9 membres du congrès américain envoyaient une lettre au président Paul Biya, dans laquelle ils rejettent clairement la décentralisation et le statut spécial qui vient d'être accordé aux régions du Nord-Ouest et Sud-ouest, en proie depuis trois ans aux velléités sécessionnistes.

Dans cette lettre de trois pages datée du 12 décembre et consultée par 237actu.com, ces membres du Congrès soutenaient entre autres que les élections municipales et législatives, ne peuvent se tenir dans les conditions actuelles dans le Sud-Ouest et Nord-Ouest.

Bien plus, ils indiquent toujours dans la même lettre, que le gouvernement camerounais doit faire preuve de volonté politique, en s'engageant dans le processus de facilitation d'un dialogue inclusif sur la médiation Suisse. "***L'action militaire ne peut pas résoudre ce problème***", insistent-ils.

La grave crise meurtrière qui secoue la zone anglophone du Cameroun depuis 3 ans ne laisse plus personne indifférent. La communauté internationale se montre plus que jamais mobilisée pour y trouver une solution.
